Zeitschrift: Habitation : revue trimestrielle de la section romande de l'Association Suisse pour l'Habitat

Herausgeber: Société de communication de l'habitat social

Band: 52 (1979)

Heft: 4

Artikel: L'étude des investissements dans l'industrie suisse du bâtiment

Autor: Sommer, Jean-Henri

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-128181

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 16.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

L'étude des investissements dans l'industrie suisse du bâtiment

1. **Procédé**

A la demande de la Documentation suisse du bâtiment, le département enquêtes de marché de ZSM Zutter Sommer Marketing, Bâle, a procédé, durant la période du 4 novembre au 6 décembre 1978, à une enquête sur l'étude des investissements auprès des fabricants et entreprises de vente suisses de produits et matériaux de construction. L'enquête avait pour but d'obtenir des informations détaillées sur les tendances et les objectifs en matière d'investissements dans l'industrie du bâtiment elle-même. On a parallèlement enquêté sur les points forts en ce qui concerne les mesures d'économies futures ainsi que sur les sources d'information qui servent de base de décision.

L'enquête a été réalisée en Suisse allemande et en Suisse romande. Pour tenir compte du caractère confidentiel de l'enquête, nous avons pris en considération aussi bien les questionnaires dûment remplis et signés que les questionnaires restés anonymes.

2. **Les principaux éléments en un coup d'œil**

Sur 1019 entreprises sollicitées, 270 ont retourné le questionnaire dûment rempli, et parmi celles-ci un tiers a préféré garder l'anonymat. Le taux de réponses de 30% démontre que ce problème préoccupe ces entreprises.

La répartition des entreprises par classes d'importance fournit une image représentative:

1–20 employés	32%
21–100 employés	44%
100 employés et plus	24%

A l'analyse, il n'apparaît pas de différences significatives entre les réponses anonymes et celles qui ne le sont pas.

Les trois quarts des entreprises (74%) disposent d'un plan d'investissement qui s'étend généralement sur une année. Un quart de petites entreprises (23%) renonce à un plan d'investissement proprement dit.

Pour 60% des entreprises, le plan est approuvé par la direction commerciale, et pour 40% par le conseil d'administration. Pour 82% des entreprises interrogées, la responsabilité de l'exécution des investissements décidés incombe à la direction commerciale. Les projets d'investissement sont fréquemment contrôlés. 35% le font annuellement, 29% semestriellement et 28% encore plus souvent.

En 1979, 36% des entreprises interrogées entendent investir davantage qu'en 1978, 40% envisagent d'investir pour le moins autant et 20% seulement veulent réduire leurs investissements pour diverses raisons. En pourcentage, la liste des priorités s'établit comme suit pour les trois années à venir:

Rationalisation des processus de production existants	59%
Renforcement de l'appareil de vente	53%
Investissements d'entretien dans les installations de production existantes	44%

A l'avenir, il ne sera plus possible de réaliser de grosses économies. Seuls les frais généraux d'exploitation ont pu être comprimés auprès de 45% des entreprises. Les dures conditions du marché rencontrées ces dernières années ont fait que les possibilités d'économie sont épuisées.

Les investissements sont naturellement influencés par des facteurs d'incertitude. Le critère le plus important à cet égard est constitué par la situation économique de la Suisse, puisque 67% des entreprises avouent leur scepticisme quant à la situation conjoncturelle future, notamment en ce qui concerne les investissements privés et publics dans le secteur de la construction. Souvent citée, la situation monétaire joue un rôle secondaire dans cette branche. Dans les petites entreprises, l'évolution des salaires et notamment celle des charges sociales entraînent néanmoins une hypothèque qu'elles redoutent.

Pour l'année à venir, des modifications sur le plan du lieu d'implantation n'entrent pratiquement pas en ligne de compte. 12% des entreprises agrandiront leurs ateliers de production en 1979; ce n'est que dans quelques rares cas particuliers qu'il est question de fermer des ateliers de production ou de les transférer à l'étranger.

En 1979, la part des investissements par rapport au chiffre d'affaires global augmentera. Jusqu'ici, on trouvait 52% des entreprises qui investissaient 4% de leur chiffre d'affaires global; en 1979, ce sont déjà 57% des entreprises interrogées qui investiront 4% et plus de leur chiffre d'affaires global.

Il semble qu'il n'est pas facile pour les entreprises interrogées de trouver des informations pouvant servir de base de décision et de planification. Elles se limitent donc surtout à leurs propres appareils de vente et propres connaissances du marché (78%, resp. 69%). Moins de la moitié des entreprises interrogées s'en rapportent à la presse économique, et 12% seulement des entreprises tiennent également compte d'enquêtes externes de marché. On place donc d'autant plus d'espoirs dans la Documentation suisse du bâtiment pour qu'elle fournisse également à l'avenir, sous une forme bien ordonnée, des données économiques relatives à l'industrie du bâtiment.

3. **Analyse détaillée**

3.1. *Actualité des plans d'investissement*

Quand bien même il était question ces dernières années dans la presse de l'aversion des entreprises à établir des plans, on a pu constater que 74% de l'ensemble des entreprises interrogées disposent d'un plan d'investissement. En ce qui concerne les entreprises qui répondent négativement (23%), il s'agit d'établissements qui ont moins de vingt employés, c'est-à-dire de petites et très petites entreprises où la décision est encore relativement souvent prise par un seul homme. Il convient toutefois de relever qu'il existe également de plus grandes entreprises qui travaillent sans plan d'investissement.

Le plan s'étend généralement sur une année. 65% des entreprises interrogées admettent vouloir calquer leur plan d'investissement sur une année, 25% sur deux ans et 17% sur trois ans, alors que 8% opteraient pour une période de six mois.

3.2 *Compétence en matière de plan*

La compétence en matière de plan d'investissement se répartit à parts égales entre le conseil d'administration et la direction commerciale. Dans 48% des cas, la décision émane du conseil d'administration, et pour 60% des entreprises, elle émane de la direction commerciale. (Il était possible de donner ici plusieurs réponses dans la mesure où l'organe de décision peut être la direction commerciale et/ou le conseil d'administration en fonction de l'importance de l'investissement.)

Dans 82% des entreprises, il incombe à la direction commerciale de réaliser, resp. de contrôler les investissements consentis. Dans les grandes entreprises en particulier, la responsabilité incombe aux chefs de département.

3.3. Contrôle des projets d'investissement

La fréquence de contrôle des projets d'investissement dépend en partie de l'importance de l'entreprise. Le tableau suivant fournit de plus amples renseignements à ce sujet:

	annuel	semestriel	trimestriel	plus souvent	pas de réponse
au total	35%	29%	16%	12%	5%
moins de 20 employés	33%	31%	9%	15%	13%
21-50 employés	31%	26%	14%	12%	17%
51-100 employés	39%	21%	24%	9%	6%
101 employés et plus	39%	34%	20%	12%	–

Globalement, un tiers des entreprises contrôle les projets d'investissement annuellement, 57% des entreprises procédant à un contrôle semestriellement ou encore plus souvent. Plus l'entreprise est grande, plus elle a tendance à procéder à un contrôle dans une période comprise entre un semestre et un trimestre.

3.4. *Investissements 1979*
Pour l'année à venir, les entreprises envisagent d'investir davantage. En 1979, 36% des entreprises interrogées investiront plus qu'en 1978. 40% investiront pour le moins autant et 20% entendent investir moins pour différentes raisons.

	investir plus	investir autant	investir moins	pas de réponse
au total	36%	40%	20%	4%
moins de 20 employés	35%	45%	18%	2%
21-50 employés	40%	40%	17%	3%
51-100 employés	24%	36%	27%	13%
101 employés et plus	41%	37%	26%	2%

Il est intéressant de constater que le groupe des entreprises occupant 51-100 employés adopte une attitude moins positive que les autres groupes en ce qui concerne les projets d'investissement. Les entreprises de 21-50 et de plus de 100 employés voient par contre l'avenir d'une manière beaucoup plus optimiste que la moyenne.

3.5 *Investissements vitaux pour les trois années à venir*
Parmi les principaux projets pour les années à venir, il convient de relever la rationalisation des processus de production existants et le renforcement de l'appareil de vente. Durant les années passées, il est manifeste que l'on n'a pratiquement pas investi dans ces secteurs, de sorte qu'il existe un besoin de rattrapage qui engendre des priorités. Les investissements consacrés à la rationalisation des processus de production ne se limitent pas seulement à l'année 1979, mais s'étendent aujourd'hui déjà jusqu'aux années 1980 et 1981. La force du service de vente doit néanmoins être améliorée sans retard. Il est prévu des moyens pour entretenir les installations de production existantes, et plus d'un tiers des entreprises interrogées cherche également à s'adjoindre des ouvriers spécialisés supplémentaires pour la production.

Tableau pondéré en %

	1979	1980	1981
Rationalisation des processus de production existants	59%	44%	36%
Renforcement de l'appareil de vente	53%	30%	17%
Investissements pour l'entretien des installations de production existantes	44%	49%	39%
Engagement d'ouvriers spécialisés supplémentaires	37%	29%	16%
Achat de machines modernes	29%	34%	23%
Remplacement de machines anciennes	28%	36%	27%
Renforcement de la recherche	26%	18%	16%

Il n'y a pas de différence entre les petites et les grandes entreprises en ce qui concerne l'analyse des priorités en matière d'investissement. On constate tout au plus que les petites entreprises sont plus fortement préoccupées par le problème de l'engagement de nouveaux collaborateurs.

3.6 *Economies possibles*
D'une manière générale, on constate que les possibilités de réaliser des économies sont relativement faibles.

	1979	1980	1981
Frais généraux d'exploitation	45%	34%	28%
Administration générale	22%	20%	13%
Réduction de l'effectif des travailleurs	9%	5%	3%
Réduction du personnel administratif	9%	6%	4%
Réduction de l'appareil de vente	2%	1%	2%
Divers	2%	2%	2%

Pour l'année à venir, quelques entreprises (25%) semblent encore vouloir faire des économies sur les frais généraux d'exploitation uniquement. Les petites entreprises occupant moins de 20 employés ont une attitude inférieure à la moyenne générale en ce qui concerne les possibilités d'économie.

3.7 *Facteurs d'incertitude*
Bien que les investissements prévus en 1979 puissent s'envisager avec optimisme, il convient de ne pas négliger un certain scepticisme à l'égard de l'évolution économique générale. Deux tiers des entreprises (67%) considèrent que la situation économique intérieure de la Suisse est incertaine. Le nombre des entreprises qui considèrent avec scepticisme les investissements privés dans le secteur du bâtiment s'établit approximativement au même niveau (60%)

Investissements privés dans le bâtiment	60%
Situation économique intérieure de la Suisse	67%
Investissements publics dans le bâtiment	50%
Situation monétaire	37%
Manque de personnel	25%
Charges sociales	23%
Evolution des salaires	18%
Divers	5%

3.8 *Modifications concernant le lieu d'implantation*
Le problème consistant à modifier le lieu d'implantation de l'entreprise pour s'adapter à la situation actuelle du marché est insignifiant. 12% des entreprises interrogées envisagent d'agrandir leurs ateliers de production sans vouloir transférer néanmoins le lieu d'implantation de l'entreprise.
Pour les trois années à venir, on n'envisage que rarement un transfert de la production à l'étranger. A cet égard, il est d'ailleurs difficile de savoir si le transfert à l'étranger concerne la totalité de l'entreprise ou seulement un secteur de production.

	1979	1980	1981
Agrandissement des ateliers de production existants	12%	7%	2%
Redimensionnement des ateliers de production existants	4%	1%	1%
Suppression d'ateliers de production existants	2%	–	1%
Transfert d'ateliers de production existants à l'intérieur de la Suisse	3%	2%	1%
Transfert d'ateliers de production existants hors de Suisse	3%	4%	3%

3.9 *Sources d'information*
La plupart des entreprises interrogées admettent s'appuyer sur les informations fournies par leur propre appareil de vente en matière de planification et de décision. Pas moins de 78% des entreprises considèrent que cette source d'information est la plus

Les combles habitables avec fenêtres VELUX pour toits en pente

Laissez libre cours à votre imagination et faites de votre grenier quelque chose de tout à fait différent grâce aux fenêtres VELUX pour toits en pente.

Tous les modèles VELUX sontéquipés d'une barre de manoeuvre exclusive qui, placée sur la partie supérieure,vous permet de disposer pleinement de la place située au-dessous de la fenêtre.

Vous bénéficierez, en plus, d'une lumière naturelle, d'une aération parfaite (clapet de ventilation) et d'une sensation d'espace dont vous n'osiez rêver.

Les accessoires VELUX assurent un confort absolu : store-rideau, store-toile extérieur, store vénitien, commande à distance et vitrages spéciaux.

Les fenêtres VELUX sont conçues pour être adaptées à chaque toit, tout en respectant son esthétique. Les profilés extérieurs sont en aluminium laqué au four gris foncé, ne nécessitant aucun entretien. L'utilisation des raccordements d'origine garantit un montage simple et étanche.

La menuiserie en bois du Nord sélectionné, avec contrecollage, procure solidité, durabilité et beauté naturelle.

De plus, les fenêtres VELUX sont économiques à l'achat et simples à installer. Demandez notre prospectus détaillé et le prix courant. Au cas où votre transformation vous poserait des problèmes, nous nous tenons volontiers à votre disposition afin de trouver une solution idéale.

VELUX VELUX (SCHWEIZ) AG
Industriestrasse 7, 4632 Trimbach, tél. (062) 22 61 51

Veuillez m'envoyer votre brochure avec prix concernant les fenêtres VELUX.

Nom: _____

Adresse: _____

H 79

importante. Plus des deux tiers (69%) des entreprises se fondent également sur leurs propres connaissances du marché, resp. sur leurs propres enquêtes de marché en matière de décision, alors que 43% environ des entreprises tiennent compte des informations émanant de la presse économique.
Le matériel d'information fourni par les banques (informations statistiques, rapports conjoncturels, études prospectives, etc.) ainsi que les études accessibles au grand public et réalisées par des instituts de recherche économique sont pris en compte par 25%, resp. 11% des entreprises interrogées. Très peu d'entreprises (12%) font réaliser des enquêtes de marché par des tiers.

3.10 *La Documentation suisse du bâtiment comme banque de données*
73% des entreprises expriment le vœu que la Documentation suisse du bâtiment publie régulièrement à l'avenir, sous une forme bien ordonnée, des données économiques relatives à l'ensemble de l'industrie du bâtiment. Ces informations doivent être publiées régulièrement, être ordonnées selon des règles bien déterminées, et surtout émaner de sources sérieuses.

4. Conclusions

En résumé, il convient de mettre les points suivants en exergue:
— Les trois quarts des fabricants et entreprises de vente de matériaux et produits de construction disposent d'un plan d'investissement. Ce plan porte généralement sur une année ou plus. Seules de petites entreprises renoncent à un plan d'investissement.
— Un tiers des entreprises envisage d'investir davantage en 1979 que l'année précédente. 40% investiront pour le moins autant et 20% seulement limiteront le volume de leurs investissements.
— Rapporté au chiffre d'affaires global, le volume des investissements croît. En 1979, 57% des entreprises investiront 4% et plus de leur chiffre d'affaires total, alors que le pourcentage n'était que de 52% en 1978.
— Le fait de savoir si le plan d'investissement est véritablement respecté dépend de facteurs d'incertitude tels que la situation conjoncturelle de la Suisse, resp. les investissements privés et publics dans le secteur de la construction. Les petites entreprises envisagent avec appréhension l'augmentation des salaires et des charges sociales.
— Les priorités en matière d'investissements sont fixées: rationalisation des processus de production existants, renforcement de l'appareil de vente, ouvriers spécialisés supplémentaires.
— Les besoins de l'industrie du bâtiment en matière d'informations économiques rapportées à la pratique augmentent.

Bâle, le 18.12.1978

ZSM Zutter Sommer Marketing
Jean-Henri Sommer

(Copyright Documentation suisse du bâtiment — rapport d'enquête)